

Policy Brief

Sécurité Alimentaire en Tunisie

Stratégie pour une Transition Agroécologique et Inclusive

Rahma Jerjir · Wissal Ben Letaifa · Firas Daoudi

Groupe d'analyse stratégique sur la sécurité alimentaire

Version 2 – 07/07/2026 : révision suite aux remarques de M. Fethi SELLAOUTI (graphiques refaits en haute résolution, grille comparative des trois options ajoutée, mesures pratiques intégrées au plan d'action).

Introduction

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Elle repose sur quatre piliers indissociables : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité.

Globalement, la situation de la Tunisie est relativement plus favorable que celle d'autres pays de la région MENA en matière de sécurité alimentaire (classée dans le cluster 1 avec un Indice Mondial de Sécurité Alimentaire moyen de 54,2 en 2022 [1]). Cependant, le pays fait face à des vulnérabilités structurelles. Premièrement, la production alimentaire en Tunisie est faible par rapport aux pays similaires [3], ce qui expose le pays aux dépendances aux marchés internationaux. Deuxièmement, l'atonie économique de la Tunisie [4] limite la capacité de l'État à subventionner les denrées de base et le pouvoir d'achat des citoyens. Troisièmement, d'un point de vue environnemental, la Tunisie est plus vulnérable que ses voisins similaires aux changements climatiques, bien qu'elle pollue moins [6]. De plus, sa performance environnementale est parmi les moins performantes de son groupe. Quatrièmement, en 2022, la Tunisie affiche des scores de qualité institutionnelle qui sont tous négatifs [5], bien qu'ils soient à un niveau similaire à ceux de ses voisins. De ce fait, ces facteurs freinent l'investissement, la production et la distribution agricole, la stabilité des marchés, et la représentation des groupes vulnérables.

1 Analyse

Selon nos analyses des données de 2000 à 2022, la situation alimentaire de la Tunisie est paradoxale. Bien qu'elle affiche un score de sécurité alimentaire de 54,2 [1], qui la place dans le groupe des pays les plus performants, cela masque des défis structurels majeurs (risque à minimiser).

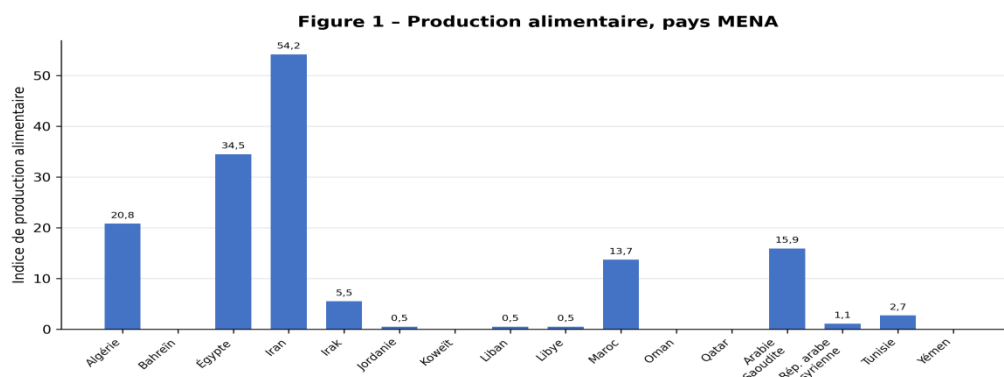


Figure 1 – Production alimentaire

Source : Compilation par l'auteur.

Premièrement, la production alimentaire nationale tunisienne est extrêmement faible (4,34) [3], ce qui la contraint à dépendre fortement des marchés internationaux, soumis à d'importantes fluctuations et à une grande volatilité, tant au niveau des prix que des approvisionnements. Cette situation affecte deux piliers de la sécurité alimentaire : la disponibilité et la stabilité. Par ailleurs, la Tunisie affiche une mauvaise gestion des ressources, notamment de l'eau et des sols, ce qui explique son faible indice de performance environnementale [6].

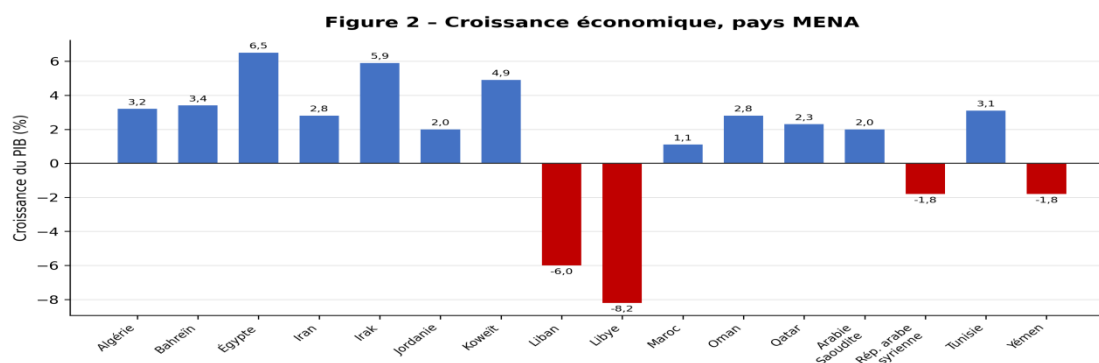


Figure 2 – Croissance économique

Source : Compilation par l'auteur.

Deuxièmement, la Tunisie est confrontée à une crise économique majeure, caractérisée par une faible croissance du PIB et une forte inflation (stagnation) [4]. La sécurité alimentaire est fondamentalement une question de pouvoir d'achat, ce qui affecte trois des quatre piliers de la sécurité alimentaire (accès, stabilité et disponibilité). La stagnation de la croissance économique limite la création d'emplois et pèse sur les revenus des ménages. Parallèlement, elle réduit les marges de manœuvre budgétaires de l'État, limitant ainsi sa capacité à maintenir les subventions sur les produits de première nécessité.

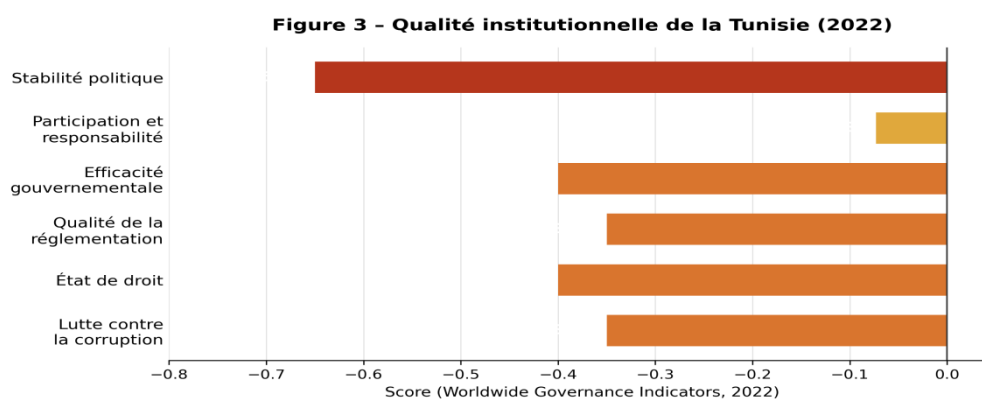


Figure 3 – Stabilité politique

Source : Compilation par l'auteur.

Finalement, en 2022, la Tunisie affiche des scores négatifs pour les six indicateurs de qualité institutionnelle [5] : stabilité politique (-0,65), participation et responsabilité (-0,073), efficacité gouvernementale (-0,40), qualité de la réglementation (-0,35), état de droit (-0,40) et lutte contre la corruption (-0,35). La faiblesse de la réglementation et l'inefficacité de l'État créent des obstacles bureaucratiques qui freinent les investissements nationaux et étrangers dans le secteur agricole. L'instabilité politique empêche la mise en œuvre de stratégies agricoles à long terme (telles que les réformes indispensables du dessalement de l'eau ou de l'irrigation). En définitive, la faiblesse de la gouvernance paralyse la modernisation des systèmes alimentaires.

Mais alors, pourquoi la Tunisie n'a-t-elle pas connu de grave crise alimentaire ? C'est grâce à ses solides fondements socio-démographiques, qui peuvent servir de leviers d'amélioration. Premièrement, la Tunisie bénéficie d'une espérance de vie à la naissance élevée [13], liée au pilier Utilisation de la sécurité alimentaire, que le secteur de la santé tunisien garantit. Deuxièmement, la Tunisie se situe favorablement dans la région en ce qui concerne l'Indice mondial des inégalités entre les sexes [7]. En Tunisie, une grande partie de la main-d'œuvre agricole rurale est féminine, or ces femmes n'ont souvent pas accès à la propriété foncière ni au crédit. Alors, puisque la Tunisie dispose déjà d'un contexte culturel et juridique favorable à l'égalité des sexes, les décideurs politiques peuvent rapidement stimuler la production alimentaire nationale (disponibilité) et les revenus des ménages (accès) en mettant en œuvre des programmes ciblés de microcrédit et de sécurité foncière destinés spécifiquement aux femmes. L'autonomisation de ce groupe démographique génère un meilleur retour sur investissement pour la sécurité alimentaire des ménages. Enfin, la Tunisie a une faible empreinte carbone, mais son indice de performance environnementale est médiocre [6]. Cela représente une opportunité, car la Tunisie n'est pas prisonnière d'une agriculture industrielle polluante ; elle peut donc utiliser son statut de pays à faibles émissions pour solliciter des financements climatiques internationaux [8], en présentant la réforme agricole comme une adaptation climatique, en modernisant ses systèmes d'irrigation et de cultures résistantes à la sécheresse, et ainsi résoudre son déficit de production sans en supporter l'intégralité du fardeau financier.

2 Options Politiques (Analyse Coûts-Avantages)

Afin de répondre aux déficits critiques de production (PA), de croissance (TCA) et de gouvernance, tout en capitalisant sur les acquis sociaux de la Tunisie, trois grandes voies stratégiques se dégagent.

Option 1 : Sécurisation par les importations et filets sociaux

Focalisation du budget de l'État sur la subvention des denrées de base et la signature d'accords bilatéraux d'importation. Avantage : protection immédiate du pouvoir d'achat à court terme. Inconvénient : creusement de l'endettement public, non-résolution du déficit de production, vulnérabilité aux chocs mondiaux.

Option 2 : Intensification agricole classique (Productivisme)

Investissements massifs de l'État dans l'agriculture intensive irriguée, les engrais chimiques et les méga-projets publics. Avantage : hausse rapide des volumes agricoles locaux. Inconvénient : épuisement accéléré des nappes phréatiques, risque de mauvaise gestion budgétaire compte tenu des scores institutionnels actuels [5].

Option 3 : Transition agroécologique inclusive et finance verte (Recommandée)

Réformes réglementaires pour stimuler l'Agri-Tech privée, inclusion ciblée des agricultrices (micro-crédits [12]) et recours aux fonds internationaux climat (Fonds Vert [8]). Avantage : attraction de capitaux extérieurs sans endettement de l'État, exploitation de l'atout social tunisien (IMEG [7]), résilience hydrique durable. Inconvénient : complexité de mise en œuvre ; résultats productifs à moyen terme.

Tableau comparatif des options selon une grille commune

Critère	Option 1 – Importations et filets sociaux	Option 2 – Intensification classique	Option 3 – Transition agroécologique (recommandée)
Coût budgétaire pour l'État	Élevé (dette publique)	Élevé (méga-projets publics)	Faible (capitaux extérieurs, dons climat)
Effet sur la disponibilité alimentaire	Nul à court terme (déficit non traité)	Fort à court terme (hausse des volumes)	Progressif, mais structurel à moyen terme
Durabilité environnementale (eau, sols)	Neutre	Négative (épuisement des nappes)	Positive (résilience hydrique)
Faisabilité institutionnelle actuelle [5]	Élevée (mise en œuvre simple)	Faible (risque de mauvaise gestion budgétaire)	Moyenne (nécessite les réformes de l'Action 2)
Horizon des résultats	Court terme	Court à moyen terme	Moyen terme

Lecture : grille construite à partir des avantages et inconvénients identifiés en section 2, sur la base des indicateurs cités [3][4][5][6][8].

3 Recommandations et Plan d'Action

Face à l'impossibilité de maintenir le statu quo (Option 1) à cause des contraintes budgétaires, et aux dangers écologiques de l'intensification classique (Option 2), l'Option 3 s'impose comme la seule voie viable. La Tunisie a déjà pris les premières étapes dans cette direction. À titre d'exemple, la Tunisie a récemment reçu près d'un demi-milliard de dollars en financements verts liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire [8]. Cela représente l'équivalent d'environ 11,7 % de la valeur ajoutée agricole de 2023 [9] et près de 1 % de son PIB national [4]. Bien que ce montant semble modeste par rapport à l'économie globale, il est massif pour l'agriculture, qui représente environ 10,7 % du PIB national et qui, frappée par la sécheresse, a ralenti toute l'économie tunisienne en 2023. Nous recommandons le plan d'action suivant :

1. Faire de l'équité de genre le moteur de la production agricole locale

Créer un programme national de financement Agro-Femmes offrant des micro-crédits bonifiés [12] et un accompagnement technique réservés aux femmes rurales pour des projets d'agriculture durable (permaculture, élevage local, transformation). En parallèle, réformer les procédures d'accès aux terres domaniales en s'appuyant sur le nouveau cadre des Sociétés Communautaires [10]. Les parties prenantes sont : Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes Âgées, conjointement avec le Ministère de l'Agriculture [11] et la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS) [12]. Une partie des ressources du Fonds de transition énergétique sera par ailleurs fléchée vers des crédits à taux d'intérêt bonifiés réservés aux femmes concernées, afin de renforcer l'effet de levier du programme Agro-Femmes.

2. Lever le goulot d'étranglement institutionnel par une Fast-Track réglementaire

Mettre en place un cadre réglementaire dérogatoire pour les startups de l'Agri-Tech et les PME investissant dans les technologies d'économie d'eau (irrigation intelligente, dessalement à petite échelle, semences résilientes). Cela inclut la digitalisation totale des autorisations d'exploitation et des incitations fiscales fortes. Les parties prenantes sont : Présidence du Gouvernement et Ministère de l'Économie et de la Planification. Ce chantier inclut également la révision du Code des eaux de 1975, aujourd'hui obsolète face aux impératifs de gestion de la rareté hydrique, ainsi que la création d'un guichet unique Agro-climat au sein du Ministère de l'Agriculture, chargé de réduire les délais d'approbation des projets innovants.

3. Capter la Finance Climat internationale pour financer la transition

Structurer un portefeuille de projets agricoles ciblant spécifiquement l'adaptation climatique (réhabilitation des sols, traitement des eaux usées pour l'agriculture) [14]. Présenter ces projets aux bailleurs de fonds internationaux (Fonds Vert pour le Climat [8], Banque Mondiale [4]) non pas comme de simples projets agricoles, mais comme des initiatives de résilience climatique, afin d'obtenir des dons plutôt que des prêts. Cela implique le Ministère de l'Environnement et le Ministère des Affaires Étrangères.

Appel à l'action

Nous appelons le Chef du Gouvernement à décréter la sécurité alimentaire comme Priorité de Sécurité Nationale et à créer une commission Interministérielle dédiée. Cette structure aura pour seul mandat de décloisonner l'administration, d'appliquer les réformes réglementaires susmentionnées et d'accélérer la transition agroécologique.

4 Conclusion

La Tunisie se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Son apparente stabilité en matière de sécurité alimentaire repose sur un équilibre précaire : des filets de sécurité sociaux de plus en plus difficiles à financer en raison de la stagnation économique [4], et une dépendance massive aux importations pour pallier une production locale atone [3].

Cependant, les données prouvent que le pays dispose de leviers puissants. En capitalisant sur un capital humain fort [13], l'autonomisation des femmes [7], et le potentiel fédérateur des Sociétés Communautaires [10], la Tunisie peut transformer son modèle de production. L'heure n'est plus aux subventions d'urgence ou aux grands projets destructeurs d'eau, mais à une transition agroécologique intelligente. En réformant son cadre réglementaire pour libérer l'innovation et en captant la finance climatique internationale [8] (qui a déjà fait ses preuves dans le pays), la Tunisie a l'opportunité unique de bâtir une souveraineté alimentaire durable et véritablement inclusive.

Références Bibliographiques

Les références ci-dessous correspondent aux indicateurs, bases de données et publications mobilisés dans l'analyse. Les numéros entre crochets [n] dans le corps du texte renvoient aux entrées correspondantes.

- [1] Economist Intelligence Unit (EIU). (2022). Global Food Security Index 2022. The Economist Group. Disponible sur : <https://impact.economist.com/sustainability/project/food-security-index/>
- [2] Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2022). The State of Food Security and Nutrition in the World 2022. FAO, Rome. <https://doi.org/10.4060/cc0639en>
- [3] Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2023). FAOSTAT — Food and Agriculture Data. Indicateurs de production alimentaire, Tunisie, 2000–2022. Consulté sur : <https://www.fao.org/faostat/en/>
- [4] World Bank. (2023). World Development Indicators — Tunisia. Croissance du PIB (% annuel), inflation, valeur ajoutée agricole. Washington, D.C. : Banque mondiale. Disponible sur : <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>
- [5] Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2022). Worldwide Governance Indicators (WGI) 2022 — Tunisia. World Bank Group. Consulté sur : <https://info.worldbank.org/governance/wgi/>
- [6] Yale Center for Environmental Law & Policy. (2022). Environmental Performance Index (EPI) 2022 — Tunisia. Yale University & Columbia University. Disponible sur : <https://epi.yale.edu/>
- [7] World Economic Forum. (2022). Global Gender Gap Report 2022 — Indice Mondial des Inégalités entre les Sexes (IMEG). Genève : WEF. Disponible sur : <https://www.weforum.org/reports/global-gender-gap-report-2022/>
- [8] Green Climate Fund (GCF). (2023). Portfolio of Projects — Tunisia. Green Climate Fund. Consulté sur : <https://www.greenclimate.fund/countries/tun>
- [9] Banque mondiale. (2023). Agriculture, forestry, and fishing, value added (current US\$) — Tunisia. Disponible sur : <https://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.CD?locations=TN>
- [10] République Tunisienne. (2022). Loi n° 2022-XX relative aux Sociétés Communautaires. Journal Officiel de la République Tunisienne. Tunis.
- [11] Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARHP). (2023). Stratégie nationale de développement agricole durable 2030. Gouvernement tunisien. Tunis.
- [12] Banque Tunisienne de Solidarité (BTS). (2023). Rapport annuel 2023 — Microcrédit et inclusion financière. Tunis : BTS.
- [13] United Nations Development Programme (UNDP). (2022). Human Development Report 2022 — Tunisia. New York : UNDP. Disponible sur : <https://hdr.undp.org/>
- [14] International Food Policy Research Institute (IFPRI). (2022). 2022 Global Food Policy Report: Climate Change and Food Systems. Washington, D.C. : IFPRI. <https://doi.org/10.2499/9780896294257>